

LA TRAGÉDIE DE L'ESPAGNE ⁽¹⁾

par Angel Ossorio y Gallardo

Il a pu paraître, à certains moments, qu'un conflit existait entre les républicains espagnols et la religion catholique. Heureusement il n'en est rien. En Espagne, personne ne discute les dogmes de la religion catholique, n'attaque la liberté des consciences, ne contredit l'autorité de l'Eglise romaine. Le conflit, s'il existe, est principalement d'ordre politique, certains catholiques ayant adopté une attitude politique hostile à la République.

Il y a vingt-cinq ans environ, se constitua en Espagne un groupe d'intellectuels, de sociologues et d'écrivains, qui prit le nom de « Groupe de la démocratie chrétienne ». Il comptait des laïcs et des prêtres et, parmi ces derniers, quelques dignitaires de l'Eglise dont les capacités et les vertus étaient exemplaires, tels que le doyen d'Oviedo, Sr. Arboleya, le chanoine de Valladolid, Sr. Amor, le dominicain Sr. Gafo, et bien d'autres. Leur programme était identique à celui que les catholiques sociaux défendaient alors en Europe et en Amérique : fonction sociale de la propriété, évolution du salariat vers la participation des ouvriers à l'administration et à la propriété des industries, humanisation des fermages dans les propriétés agricoles, suppression des *latifundios* et répartition de la terre entre les paysans pauvres. En un mot, ce programme préconisait une série de réformes inspirées par la recommandation du Pape Léon XIII, « que les propriétaires soient très nombreux ».

Je n'ai jamais fait partie de ce groupe, mais je suis un enthousiaste de sa doctrine. Je l'ai défendue et propagée, par voie de conférences, de livres, d'articles, avec d'autant plus de liberté que je pouvais agir sans être lié par aucune discipline politique.

Tel était l'état d'esprit régnant dans certains milieux intellectuels catholiques lorsque la République instaura la liberté des consciences et des cultes. Il faut noter que pendant la monarchie, la liberté des cultes n'existait pas; les cultes étaient seulement tolérés. Un grand nombre de députés voulurent supprimer les ordres religieux et confisquer tous leurs biens. Mais la majorité du Parlement décida de supprimer simplement la Compagnie de Jésus, en respectant la personne de tous ses membres, de s'approprier de ses biens et de respecter tous les autres ordres religieux, sous condition qu'ils ne s'occuperaient ni d'enseignement ni d'industrie. En ce qui concerne l'interdiction d'enseigner, il importe également de préciser: Les religieux peuvent entretenir des établissements d'enseignement pour les novices de leurs ordres et peuvent enseigner individuellement dans les collèges publics ou privés et aux domiciles des élèves. On leur interdit seulement d'enseigner en tant que congrégations et dans leurs propres établissements.

Les masses catholiques, croyant la religion persécutée, poussèrent de hauts cris. Personne n'a persécuté la religion en Espagne. La preuve, la voici: pour combattre le Gouvernement, les catholiques eux-mêmes se cantonnèrent sur le terrain religieux, envahissant en foule les églises, recevant la communion comme jamais ils ne l'avaient fait, les dames exhibant les crucifix, médailles et d'autres emblèmes en coïncidence ou en alternance avec la fleur de lis ou l'étendard monarchique. Personne ne s'opposa à ces manifestations. Par ailleurs, les journaux catholiques menèrent d'ardentes campagnes contre la République et contre les hommes qui la représentaient, accusant ces derniers de tous les vices. Et je veux profiter de l'occasion pour déclarer solennellement que si l'Espagne a connu des hommes politiques aussi désintéressés et aussi honnêtes que ceux qui ont fait partie du gouvernement dans les deux premières années de la République, elle n'en a pas connu de plus honnêtes ni de plus désintéressés.

Les Cortès constituantes furent dissoutes prématurément et inopportunément, et la division des républicains en plusieurs groupes donna une majorité parlementaire aux forces républicaines, qui furent imprudemment appelées à gouverner et s'employèrent à détruire l'œuvre républicaine de deux années. Elles persécutèrent tout ce qui se réclamait du républicanisme, enlevèrent les terres aux colons républicains et socialistes et donnèrent les commandements militaires et civils à des monarchistes avérés. Ce qui provoqua le soulè-

vement d'octobre 1934. Le gouvernement mata la rébellion. Il est curieux de noter que personne alors ne soutint la thèse qui sert maintenant à justifier la révolte des militaires. Le gouvernement était seul légitime et il fallait soutenir le gouvernement. Les membres du gouvernement catalan furent condamnés à la prison perpétuelle. L'ex-président du Conseil, M. Azaña, fut maintenu prisonnier pendant plusieurs mois sur un navire de guerre, sans qu'il soit possible d'en savoir la raison, puisque aucun juge n'eut l'audace d'instruire contre lui. Quant à la répression de la révolte des Asturies, elle atteignit de telles proportions qu'un Espagnol ne peut en parler sans honte devant un public étranger.

Tout cela unit le peuple dans une même protestation. Chaque parti renonça à son programme, parce qu'il s'agissait avant tout de recouvrer la liberté. Ainsi naquit le Front populaire où s'insérèrent les républicains de gauche et de droite, les socialistes de gauche et de droite, les syndicalistes et les anarchistes. Nul programme ne fut mis en avant. Il fallait avant tout redevenir des hommes libres et réintégrer la République en Espagne.

Les Cortès dissoutes sous une énorme pression de l'opinion, un gouvernement de droite se constitua, qui fut camouflé sous le nom de centre, pour présider aux élections. Le Front populaire l'emporta, enlevant près de 300 sièges, tandis que les droites en obtenaient près de 200. L'examen de ces chiffres suffit à convaincre que l'on ne peut parler de manœuvres, de falsifications, ni de violence en faveur de quiconque.

Dès l'ouverture des Cortès, les droites firent montre d'une implacable hostilité envers le gouvernement. Elles allèrent jusqu'à quitter le Parlement. Il faut rappeler que le gouvernement était strictement bourgeois, les partis qui s'étaient unis ayant décidé que pendant la première étape les républicains, à l'exception de tous les autres, occuperaient les postes du gouvernement. Le programme était essentiellement républicain. Les forces ouvrières s'engageaient à le soutenir. On déciderait, lorsque ce programme serait réalisé, l'attitude à prendre.

Ce fut donc contre ce gouvernement républicain et bourgeois, contre ce programme républicain et bourgeois, contre ces méthodes républicaines et bourgeoises, que l'armée espagnole prit les armes pour instaurer un régime fasciste. Une majorité de catholiques et le clergé soutiennent ce mouvement. Les évêques eux-mêmes prennent part en personne à l'action politique et militaire. Comment peut-on justifier

ce soulèvement insolite où l'on voit toute une armée tourner ses armes contre l'Etat qui les lui fournit? Délivrer l'Espagne d'un gouvernement communiste? Ce n'est pas vrai, puisque au moment de la rébellion un gouvernement bourgeois se trouvait à la tête du pays. Défendre la religion? Mais personne ne l'attaquait, et toutes les églises étaient ouvertes et regorgeaient de fidèles jusqu'au 18 juillet. Veiller à la conservation de la pureté des dogmes? Encore une fois mensonge, à preuve, les Maures qui jouent le principal rôle dans les combats. Il est déjà bien assez curieux de penser que les Maures sont revenus en Espagne pour défendre le dogme de la sainte Trinité et de l'Immaculée Conception. Renforcer les valeurs nationales? Là encore mensonge, puisque ceux qui se battent sont des mercenaires (Maures, légion étrangère, réguliers nord-africains). On peut dire sans ambages: le mouvement est typiquement fasciste, et le maintien de la propriété féodale et celui de la caste militaire sont les objectifs principaux.

Naturellement, le peuple trahi et attaqué, qui s'est défendu pendant des mois sans armes, sans organisation, sans commandement (ce furent des citoyens désarmés qui s'emparèrent des canons de la place de Catalogne à Barcelone), fait la guerre en même temps qu'il jette les fondements d'une économie nouvelle. Il ne peut pas en être autrement. Les riches propriétaires et les militaires n'ont pas voulu que le peuple jouisse du minimum de libertés que lui donnait la Constitution républicaine. En conséquence, si le peuple triomphe, ce ne sera pas pour récupérer simplement ces libertés minuscules, mais pour aller plus loin.

On dira qu'en Espagne des violences ont été commises contre les églises et contre le clergé. C'est vrai. Nier serait hypocrite. Mais ces violences sont des ripostes à celles que le fascisme et le clergé ont commises contre le peuple. Des églises furent dès le début transformées en forteresses, desquelles on tirait avec des fusils et des mitrailleuses. Les fascistes ont fait des fusillades en masse, mis à mort des innocents, coupables seulement d'être apparentés à des républicains ou à des socialistes. Au moment où de tels faits se produisent, personne n'osera prétendre que les persécutés ne doivent pas se défendre et qu'ils fassent la guerre avec des confitures! Nous pouvons en être sûrs: si les fascistes se rendaient aujourd'hui, il n'y aurait plus, dès demain, d'attentats commis par les masses populaires contre personne.

Je dois encore dire que, malgré cette masse de catholiques

bornés qui défendent des valeurs terrestres et non des valeurs spirituelles, un mouvement pur se dessine en Espagne qui, sans qu'il soit impossible d'en douter, constitue la base du catholicisme de demain. La principale revue catholique, *Cruz y Raya*, est aux côtés du gouvernement. Un groupe choisi d'écrivains, de penseurs et de professeurs (Bergamin, Semprun, Ruiz Manént, Marin Alcalde, etc.) dirige en Espagne un mouvement comparable à celui d'« Esprit » en France. Le prêtre Juan Garcia Morales écrit régulièrement dans les journaux républicains, où il soutient la cause du peuple. Le prêtre Leocadio Lobo, ancien professeur au séminaire de Madrid, a donné au poste du radio communiste des conférences très intéressantes en espagnol et en arabe. Le chanoine D. José Gallegos Rocafull soutient également le gouvernement. Au sein du gouvernement actuel (où figurent seulement deux communistes) est entré un représentant des autonomistes basques, qui sont les catholiques les plus convaincus et les plus fervents de toute l'Espagne. L'Union démocratique de Catalogne, constituée d'autonomistes catholiques, lutte également aux côtés du gouvernement. A Valence se dessine un mouvement similaire.

En résumé, on peut conclure qu'il n'existe pas en Espagne de lutte à caractère religieux, la constitution et le gouvernement respectant la liberté de conscience et des cultes; que le soulèvement actuel est entièrement de type fasciste, militariste et clérical. Par conséquent, ceux qui se prétendent vraiment catholiques et conservateurs doivent être aux côtés du gouvernement, parce qu'il est le pouvoir légitimement constitué suivant les lois de l'Espagne, et que Dieu commande de rendre à César ce qui est à César.